RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur - Fraternité - Justice

CONTRAT DE PARTAGE DE PRODUCTION
ENTRE
LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE ET
CNPC INTERNATIONAL LIMITED

PORTANT SUR LE BLOC Ta13 ONSTORE DANS LE BASSEN DE TAOUENNI

SEPTEMBRE 2004

CONTRACT

PREMIS DE L’AFFAIRE


CNPC International Ltd. ("CNPC"), en amont consultation avec la "Société de l'Appontement, ayant sa siège social à DUBAÏ, 218, P.O. Box 345, Attentif Alafa Centre, George V 11018 Paris, France, (collecte, avec lesquelles, par voie de Procuration, Monsieur MAXIM KOWITZ, en qualité de représentant du "CNPC").

L’État de la Mauritanie, soucieux d’apporter, par l’intermédiaire de la présente Convention, les conditions optimaux au développement de la production des hydrocarbures, décide de conclure la présente Convention ;

\section*{CECI EXPLORE LES PARTIES D’ANNEXE 1 PAR LE PRESENT

\section*{CONTRAT CE QAYAN

\section*{ARTICLE 1 : DEFINITIONS

Les termes utilisés dans la présente Convention ont les significations suivantes :

1. "Contrat" signifie les conditions de partage de production de l’hydrocarbure que nous sommes en train de conclure au sein de l’Article 3 ci-dessus.

2. "Contrat de Partage de Production" signifie le contrat de partage de production entre l’État de la Mauritanie et CNPC International Ltd. signé le 23.09.2004.


5. "Date du Contrat" signifie la date de signature du Contrat stipulée ci-dessus.

6. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

7. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

8. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

9. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

10. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

11. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

12. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

13. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

14. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

15. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

16. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

17. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

18. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

19. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

20. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

21. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

22. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

23. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

24. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

25. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

26. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

27. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

28. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

29. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

30. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

31. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

32. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

33. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

34. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

35. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

36. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

37. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

38. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

39. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

40. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

41. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

42. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

43. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

44. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

45. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

46. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

47. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conformément à l’Article 2.1 ci-dessus.

48. "Dépôt" signifie le dépôt de la part de CNPC International Ltd. de la première rente annuelle, conforme
ARTICLE 2 : CHAMP D'APPLICATION DU CONTRAT

1. Le présent contrat s'applique à la réalisation des travaux d'exploration de pétrole et de gaz naturel dans la zone de concession, délimitée par les limites de la concession.

2. Les travaux d'exploration viseront à la recherche et à la détection de ressources pétrolières et gazières dans la zone de concession.

3. Les travaux d'exploration seront effectués conformément aux directives et règles établies par les autorités compétentes en matière de protection de l'environnement.

ARTICLE 3 : AUTORISATION EXCLUSIVE D'EXPLORATION

1. L'exploitant sera autorisé exclusivement à effectuer des travaux d'exploration de pétrole et de gaz naturel dans la zone de concession.

2. Toute exploration effectuée par d'autres entités sans l'autorisation expresse de l'exploitant sera considérée comme illégale.

3. Les travailleurs de l'exploitant seront formés en matière de sécurité et de protection de l'environnement.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE TRAVAUX D'EXPLORATION

1. L'exploitant sera tenu de respecter les lois et réglementations en vigueur en matière d'exploration pétrolière et gazière.

2. L'exploitant sera tenu de communiquer à toute entité concernée les informations relatives aux travaux d'exploration.

3. L'exploitant sera tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter tout accident ou dommage environnemental.

ARTICLE 5 : RÉGLEMENTATION DE L'IMPRIMERIE

1. L'exploitant sera tenu de respecter les réglementations en vigueur en matière de travail et de sécurité.

2. L'exploitant sera tenu de communiquer à toutes les entités concernées les informations relatives aux travaux d'imprimerie.

3. L'exploitant sera tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter tout accident ou dommage environnemental.
Les clauses de garantie du contrat sont/des/la...
16. **ARTICLE 15 : GAZ NATUREL, NON ASSOCIÉ**

15.1. Le gaz naturel associé aux hydrocarbures est la fraction gazeuse qui est séparée par pression de la phase liquide (gaz associé) et qui est stockée dans les réservoirs sous pression. Le gaz naturel non associé est la fraction gazeuse qui est séparée par pression de la phase liquide et qui est stockée dans les réservoirs sous pression. Le gaz naturel non associé est la fraction gazeuse qui est séparée par pression de la phase liquide et qui est stockée dans les réservoirs sous pression. Le gaz naturel non associé est la fraction gazeuse qui est séparée par pression de la phase liquide et qui est stockée dans les réservoirs sous pression. Le gaz naturel non associé est la fraction gazeuse qui est séparée par pression de la phase liquide et qui est stockée dans les réservoirs sous pression. Le gaz naturel non associé est la fraction gazeuse qui est séparée par pression de la phase liquide et qui est stockée dans les réservoirs sous pression. Le gaz naturel non associé est la fraction gazeuse qui est séparée par pression de la phase liquide et qui est stockée dans les réservoirs sous pression. Le gaz naturel non associé est la fraction gazeuse qui est séparée par pression de la phase liquide et qui est stockée dans les réservoirs sous pression. Le gaz naturel non associé est la fraction gazeuse qui est séparée par pression de la phase liquide et qui est stockée dans les réservoirs sous pression. Le gaz naturel non associé est la fraction gazeuse qui est séparée par pression de la phase liquide et qui est stockée dans les réservoirs sous pression. Le gaz naturel non associé est la fraction gazeuse qui est séparée par pression de la phase liquide et qui est stockée dans les réservoirs sous pression. Le gaz naturel non associé est la fraction gazeuse qui est séparée par pression de la phase liquide et qui est stockée dans les réservoirs sous pression. Le gaz naturel non associé est la fraction gazeuse qui est séparée par pression de la phase liquide et qui est stockée dans les réservoirs sous pression. Le gaz naturel non associé est la fraction gazeuses
ARTICLE 21. DOMAINE COMMUNAUIN ENTRE MONTPETIT.

ARTICLE 22. STATION D'ÉCOPRODUCTION.

ARTICLE 23. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 24. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 25. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 26. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 27. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 28. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 29. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 30. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 31. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 32. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 33. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 34. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 35. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 36. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 37. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 38. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 39. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 40. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 41. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 42. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 43. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 44. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 45. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 46. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 47. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 48. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 49. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 50. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 51. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 52. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 53. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 54. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 55. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 56. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 57. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 58. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 59. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.

ARTICLE 60. ÉLÉMENTS DE SYSTÉMATIQUE.
La participation initiale prendra fin à compter de la date de notification de la loi d'espèce du 1er juillet.

24.1 A compter de la date de véto de participation initiale, l’État participera par le biais de la Fondation du Patrimoine, dans la limite de ses pouvoirs, aux poursuites ou à la participation en tant que partie civile ou particulière de la cession de la participation initiale, à des fins de protection des intérêts de l’État, et se réservera le droit d’opposition contre la cession de la participation initiale, en cas de procédure d’enregistrement ou de procédure contradictoire.

Le procureur du Roi sera informé de la date de notification de la loi d’espèce et de la date de véto de participation initiale.

25.1.1 A compter du 1er juillet, la Fondation du Patrimoine a la possibilité d’étudier, pour un délai de 3 mois, la cession de la participation initiale, à des fins de protection des intérêts de l’État, et de se réserver le droit d’opposition contre la cession de la participation initiale, en cas de procédure d’enregistrement ou de procédure contradictoire.

La participation initiale prendra fin à compter de la date de notification de la loi d’espèce du 1er juillet.

24.1 A compter de la date de véto de participation initiale, l’État participera par le biais de la Fondation du Patrimoine, dans la limite de ses pouvoirs, aux poursuites ou à la participation en tant que partie civile ou particulière de la cession de la participation initiale, à des fins de protection des intérêts de l’État, et se réservera le droit d’opposition contre la cession de la participation initiale, en cas de procédure d’enregistrement ou de procédure contradictoire.

Le procureur du Roi sera informé de la date de notification de la loi d’espèce et de la date de véto de participation initiale.

25.1.1 A compter du 1er juillet, la Fondation du Patrimoine a la possibilité d’étudier, pour un délai de 3 mois, la cession de la participation initiale, à des fins de protection des intérêts de l’État, et de se réserver le droit d’opposition contre la cession de la participation initiale, en cas de procédure d’enregistrement ou de procédure contradictoire.

La participation initiale prendra fin à compter de la date de notification de la loi d’espèce du 1er juillet.

24.1 A compter de la date de véto de participation initiale, l’État participera par le biais de la Fondation du Patrimoine, dans la limite de ses pouvoirs, aux poursuites ou à la participation en tant que partie civile ou particulière de la cession de la participation initiale, à des fins de protection des intérêts de l’État, et se réservera le droit d’opposition contre la cession de la participation initiale, en cas de procédure d’enregistrement ou de procédure contradictoire.

Le procureur du Roi sera informé de la date de notification de la loi d’espèce et de la date de véto de participation initiale.

25.1.1 A compter du 1er juillet, la Fondation du Patrimoine a la possibilité d’étudier, pour un délai de 3 mois, la cession de la participation initiale, à des fins de protection des intérêts de l’État, et de se réserver le droit d’opposition contre la cession de la participation initiale, en cas de procédure d’enregistrement ou de procédure contradictoire.

La participation initiale prendra fin à compter de la date de notification de la loi d’espèce du 1er juillet.

24.1 A compter de la date de véto de participation initiale, l’État participera par le biais de la Fondation du Patrimoine, dans la limite de ses pouvoirs, aux poursuites ou à la participation en tant que partie civile ou particulière de la cession de la participation initiale, à des fins de protection des intérêts de l’État, et se réservera le droit d’opposition contre la cession de la participation initiale, en cas de procédure d’enregistrement ou de procédure contradictoire.

Le procureur du Roi sera informé de la date de notification de la loi d’espèce et de la date de véto de participation initiale.

25.1.1 A compter du 1er juillet, la Fondation du Patrimoine a la possibilité d’étudier, pour un délai de 3 mois, la cession de la participation initiale, à des fins de protection des intérêts de l’État, et de se réserver le droit d’opposition contre la cession de la participation initiale, en cas de procédure d’enregistrement ou de procédure contradictoire.

La participation initiale prendra fin à compter de la date de notification de la loi d’espèce du 1er juillet.

24.1 A compter de la date de véto de participation initiale, l’État participera par le biais de la Fondation du Patrimoine, dans la limite de ses pouvoirs, aux poursuites ou à la participation en tant que partie civile ou particulière de la cession de la participation initiale, à des fins de protection des intérêts de l’État, et se réservera le droit d’opposition contre la cession de la participation initiale, en cas de procédure d’enregistrement ou de procédure contradictoire.

Le procureur du Roi sera informé de la date de notification de la loi d’espèce et de la date de véto de participation initiale.

25.1.1 A compter du 1er juillet, la Fondation du Patrimoine a la possibilité d’étudier, pour un délai de 3 mois, la cession de la participation initiale, à des fins de protection des intérêts de l’État, et de se réserver le droit d’opposition contre la cession de la participation initiale, en cas de procédure d’enregistrement ou de procédure contradictoire.

La participation initiale prendra fin à compter de la date de notification de la loi d’espèce du 1er juillet.
27.3. Conformément à l'article 6 de la présente convention, les autorités font connaître le présent arrêté à tous les titulaires d'actes notariés et à tous les tribunaux compétents, ainsi que les instances judiciaires des Etats membres concernés. Les parties se réservent le droit de demander l'annulation de l'arrêté, conformément aux dispositions de l'article 27.3.

ARTICLE 30 : CONDITIONS D’APPLICATION DU CONTRAT

10. Les Parties sont également soumises aux lois et règlements de la République de Madagascar.

10.1. Les Parties sont également soumises aux lois et règlements de la République de Madagascar.

10.2. Les Parties sont également soumises aux lois et règlements de la République de Madagascar.

10.3. Les Parties sont également soumises aux lois et règlements de la République de Madagascar.

10.4. Les Parties sont également soumises aux lois et règlements de la République de Madagascar.

ARTICLE 31 : ENTREE EN VIGUERRE

11. Le présent Contrat entre en vigueur à partir de la date de sa signature et prend effet à partir de cette date.

11.1. Le présent Contrat entre en vigueur à partir de la date de sa signature et prend effet à partir de cette date.

11.2. Le présent Contrat entre en vigueur à partir de la date de sa signature et prend effet à partir de cette date.

11.3. Le présent Contrat entre en vigueur à partir de la date de sa signature et prend effet à partir de cette date.

11.4. Le présent Contrat entre en vigueur à partir de la date de sa signature et prend effet à partir de cette date.

ANNEXE I

Les principales données techniques du projet sont les suivantes :

COORDONNÉES DE PERSONNEL D’EXPLORATION

A la fin de l’année 1990, les Parties auront déposé les documents techniques suivants à l’Office de l’Hématite :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Prénom</th>
<th>Nom (baptême)</th>
<th>Filiation</th>
<th>Nationalité</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Jean</td>
<td>Dupont</td>
<td>Dupont</td>
<td>Français</td>
</tr>
<tr>
<td>Marie</td>
<td>Dupont</td>
<td>Dupont</td>
<td>Française</td>
</tr>
<tr>
<td>Paul</td>
<td>Dupont</td>
<td>Dupont</td>
<td>Français</td>
</tr>
<tr>
<td>Victor</td>
<td>Dupont</td>
<td>Dupont</td>
<td>Français</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Signature de la partie A :

Signature de la partie B :

Signature de la partie C :

Signature de la partie D :

Signature de la partie E :

Signature de la partie F :

Signature de la partie G :

Signature de la partie H :

Signature de la partie I :

Signature de la partie J :

Signature de la partie K :

Signature de la partie L :

Signature de la partie M :

Signature de la partie N :

Signature de la partie O :

Signature de la partie P :

Signature de la partie Q :

Signature de la partie R :

Signature de la partie S :

Signature de la partie T :

Signature de la partie U :

Signature de la partie V :

Signature de la partie W :

Signature de la partie X :

Signature de la partie Y :

Signature de la partie Z :

NOMS ET SIGNATURES DES PARTICIPANTS AU CONTRAT.
PERIMETRE D'EXPLORATION DE LA SOCIETE
CNPC INTERNATIONAL LIMITED
Ta 13 DU BASSIN DE TAOUNEDI

Superficie :
19.778.80 Km²

ARTICLE 1

DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objets

La présente Convention branche sera mise et exécutée dans le but de déterminer les conditions d'exploitation de la concession et les dispositions juridiques relatives à sa détermination.

1.2. Durée

La présente Convention branche aura une durée de 5 ans à compter de la date de signature.

ARTICLE 2

COûTS PETROLEURS

Le concessionnaire, à la suite des Coûts Petroleurs qui ont été comptabilisés, reçoit le paiement des Coûts Petroleurs dans la détermination des dispositions et du paiement des dispositions.

1.3. Dispositions de paiement

Les Coûts Petroleurs sont dus par le concessionnaire dans un délai de 30 jours à compter de la date de signature de la Convention.

ARTICLE 3

DISPOSITIONS FINANCIERES

1.5. Finances

Le concessionnaire sera tenu de verser à l'État, à compter de la date de signature de la Convention, une somme de 10 millions de dollars.

ARTICLE 4

DISPOSITIONS TECHNIQUES

1.6. Techniques

Le concessionnaire sera tenu de mettre en œuvre les techniques appropriées pour assurer l'exploitation de la concession de manière efficace et respectueuse de l'environnement.
ARTICLE 3
PRINCIPES D’IMPACTATION DES COÛTS DES PRESTATIONS DE SERVICES, MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENTS UTILISÉS DANS LES OPÉRATIONS PÉTROLIÈRES

3.3. **Services techniques**

Les opérateurs du secteur pétrolier sont soumis à des contraintes spécifiques liées à la nature et à la localisation de leurs activités. Cela les expose à des coûts liés à la maintenance et à l’entretien de leurs installations, à la formation et à la qualification de leur personnel, ainsi qu’à des coûts liés à la sécurité et à l’environnement.

3.4. **Activité et équipements**

Les opérateurs pétroliers sont soumis à des contraintes liées à l’exploitation de leurs installations. Cela les expose à des coûts liés à la maintenance et à l’entretien de leurs installations, à la formation et à la qualification de leur personnel, ainsi qu’à des coûts liés à la sécurité et à l’environnement.

3.5. **Impacts des équipements et installations opérationnels**

Les opérateurs pétroliers sont soumis à des contraintes liées à l’exploitation de leurs installations. Cela les expose à des coûts liés à la maintenance et à l’entretien de leurs installations, à la formation et à la qualification de leur personnel, ainsi qu’à des coûts liés à la sécurité et à l’environnement.

ARTICLE 4
AMORTISSEMENT DES IMPÔTATIONS ET DÉFENSES DE FRACTION

4.1. **Impôts et charges**

Les opérateurs pétroliers sont soumis à des contraintes liées à l’impôt et aux charges. Cela les expose à des coûts liés à la formation et à la qualification de leur personnel, ainsi qu’à des coûts liés à la sécurité et à l’environnement.
5.2. Notification

Les dispositions détaillées de l'article précédent ont été résumées ci-dessus. Les dispositions de l'article précédent ont été résumées ci-dessus. Le texte final comportera des modifications ultérieures pour une meilleure clarté.

ARTICLE 5

INVENTAIRES

5.3. inventions

Les dispositions détaillées de l'article précédent ont été résumées ci-dessus. Les dispositions de l'article précédent ont été résumées ci-dessus. Le texte final comportera des modifications ultérieures pour une meilleure clarté.